

VOUS AVEZ DIT SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ?

PETIT GUIDE DE SURVIE
À L'USAGE DES JOURNALISTES

FÉVRIER 2016



CE PETIT « GUIDE DE SURVIE » À DESTINATION DES JOURNALISTES A ÉTÉ RÉALISÉ PAR RESACOOOP DANS LE CADRE DU PROJET EUROPÉEN DEVREPORTER NETWORK*.

Il contient 3 fiches outils

1. QU'EST-CE QUE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ?
2. TRAITER DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
DANS LA PRESSE LOCALE
3. LES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
EN RHÔNE-ALPES

Ces fiches ont pour objectif de donner des conseils pratiques pour la relation entre journalistes et acteurs de la solidarité internationale.

Vous trouverez en complément de ces fiches, le « Vade-mecum pour une meilleure information sur la solidarité internationale et les pays du "sud" », élaboré par les journalistes et acteurs de solidarité internationale impliqués dans le projet DevReporter Network en Catalogne, Piémont et Rhône-Alpes.

Un autre «petit guide de survie à l'usage des acteurs de la solidarité internationale» a aussi été édité : «Vous avez dit relation presse ?».

* DevReporter Network est un réseau transrégional (Rhône-Alpes, Catalogne et Piémont) de journalistes, d'universitaires et d'acteur de la solidarité internationale. Ce projet européen vise à construire les bases de ce réseau permettant un échange continu entre les participants pour travailler à la déconstruction de stéréotypes et au décryptage de l'information. www.devreporternetwork.eu

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Dans les médias, le mot « **humanitaire** » fait office de terme générique pour désigner toute action bénéficiant à des pays « en développement ». Les protagonistes de ces actions lui préfèrent pourtant l'expression plus récente de « **solidarité internationale** ». Pourquoi ?

Choix des mots et vision du monde

Humanitaire, solidarité internationale : quelle différence ?

Certes le terme « **humanitaire** » a l'avantage d'être bref. Mais il est utilisé comme un fourre-tout alors qu'il répond à une définition bien précise. Il désigne des actions d'assistance à des populations en situation d'urgence. Ainsi, on peut parler d'aide « **humanitaire** » aussi bien en référence au séisme à Haïti en 2010, qu'à celui de L'Aquila en Italie en 2009. La « jungle » de Calais fait aussi l'objet d'aide « **humanitaire**. » Son utilisation dans d'autres cadres est souvent accusée d'être révélatrice d'une vision néocoloniale des relations internationales.

Le terme de « **solidarité internationale** », plus récent, est davantage l'expression d'un engagement mutuel, qui implique un sentiment de responsabilité réciproque. Dans un monde où la pauvreté augmente et dans lequel la mondialisation accentue l'interdépendance entre les pays, il s'agit de construire ensemble, pays du « Nord » et pays du « Sud », des projets solidaires visant à réduire

ces inégalités et à garantir l'accès aux droits fondamentaux (éducation, alimentation, santé, accès à l'eau, etc.).

La solidarité internationale est aussi un état d'esprit : c'est avoir conscience que l'on fait partie d'un tout et que travailler ensemble est essentiel pour la qualité de vie de tous. Ceci n'implique pas nécessairement une action menée dans les pays « en développement ». On peut tout à fait œuvrer à la construction d'un monde plus juste depuis son territoire et au sein de celui-ci. L'éducation au développement durable et à la solidarité internationale est un exemple de sensibilisation menée dans les pays « du Nord » (exemple : mise en place d'animations dans les écoles). Elle vise à former une génération de citoyens plus conscients et avertis pour les amener à agir.

Tous les acteurs de la société peuvent donc s'y engager et chaque citoyen est concerné.

La coopération décentralisée, c'est quoi ?

La « coopération décentralisée » désigne l'établissement de relations de long terme entre collectivités territoriales françaises (régions, départements, communes et leurs groupements) et étrangères, formalisées ou non par des conventions.

Celles-ci définissent les actions de coopération prévues et leurs modalités techniques et financières. La coopération peut prendre des formes diverses : aide au développement, appui institutionnel, gestion commune de biens

et de services, coopération transfrontalière ou coopération interrégionale. Elle implique souvent la collaboration de différents type d'acteurs sur le territoire (associations, écoles, hôpitaux...).

Cette définition est inscrite dans la loi (février 1992) : cette capacité reconnue officiellement aux collectivités territoriales inscrit leur action en matière de coopération dans un cadre juridique, administratif et budgétaire précis.

Aidant/aidé : pas toujours celui qu'on croit

En 2013, CCFD Terre solidaire Rhône-Alpes (Comité catholique contre la faim et pour le développement) a inversé la démarche et accueilli ses partenaires étrangers (en provenance d'Inde, du Mexique, du Nicaragua et du Brésil) afin de bénéficier de leur regard sur la situation dans notre région, abordée au travers de quatre thématiques principales : urbanisme, développement économique, économie agricole et usage de la terre. Cette expérience a permis aux acteurs rhônalpins impliqués de réaliser, grâce à ce regard extérieur sur leur contexte, qu'ils connaissent peu ou mal leur propre territoire, leurs propres réalités. Certains témoignent d'une « expérience bouleversante, qui a changé leur regard ».

« Pays du Sud », « en transition », « émergents », « en développement » ?

Une fois encore, le choix du vocabulaire utilisé n'est pas anodin et peut renforcer des stéréotypes. L'expression la plus fréquente aujourd'hui est « pays du Sud » mais elle est utilisée par défaut et ne peut s'appliquer à toutes les réalités : en quoi le Kosovo est-il un pays du Sud ? Le mieux est d'éviter ce type d'appellation générale

et de privilégier la précision, en utilisant les noms des pays ou les termes « pays concernés », « pays partenaires » (selon le contenu de l'article ou du reportage). Quant à l'expression « du Tiers-monde », obsolète aujourd'hui, elle est à cantonner à des références historiques.

Qui sont les acteurs de la solidarité internationale ?**« Acteurs de la solidarité internationale » : de qui parle-t-on ?**

Le terme « acteur de la solidarité internationale » désigne toute structure ou personne engagée dans des actions de coopération et de solidarité internationales. Il peut donc s'agir d'associations, de collectivités, d'hôpitaux, d'éta-

blissements scolaires, d'entreprises, d'organisations syndicales... En Rhône-Alpes, plus de 2 000 organisations très variées œuvrent pour la solidarité internationale.

> [fiche n° 3](#)

Valoriser le travail des acteurs locaux

« Dans les médias d'Europe, on parle surtout du Burkina Faso lorsque le pays traverse des moments difficiles. Mais le Burkina Faso, ce n'est pas que la modification de l'article 37 (événement de 2014 sur l'article de la limitation du mandat présidentiel), ce n'est pas que la famine, ce n'est pas non plus que la pauvreté. Il y a des jeunes battants, des femmes entrepreneuses, des paysans courageux. Il faut en parler, non ? »

Abdoulaye Ouattara, journaliste burkinabé.

Mettre l'accent sur la solidarité internationale, c'est sortir d'une perception caritative et négative souvent diffusée par les médias. Pour les acteurs de terrain, il est important que les médias relaient les initiatives des acteurs locaux dans les pays partenaires et apportent aussi une information positive sur les pays « en développement ».

TRAITER DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DANS LA PRESSE LOCALE

« International » et « local » semblent deux rubriques inconciliables. Pourtant, des angles pertinents peuvent permettre – sans contrevenir à la loi de proximité – d'introduire dans les pages locales des actions de solidarité internationale.

Le rôle pédagogique des médias

- La presse locale a une mission informative, mais aussi pédagogique. Dans un monde globalisé, les enjeux sont universels. Un grand nombre d'informations peut concerner le lecteur du quotidien local autant que l'habitant à l'autre bout du monde : questions énergétiques,

cultures vivrières, droits de l'Homme, gestion des ressources naturelles... En évoquant ces sujets, d'autres horizons sont proposés aux lecteurs, des réflexions sont ouvertes sur les interdépendances entre nos actions, nos modes de vie et leurs répercussions sur la planète.

L'info à la source

Johnny Bissakonou, journaliste et blogueur centrafricain, s'exprime sur la pluralité des sources et sur la tentation du cliché.



« Je peux juste conseiller d'éviter de verser dans les clichés et autres stéréotypes du style : enfants squelettiques avec ventres ballonnés dans l'unique but de faire sensation ou le buzz. Travailler avec les confrères journalistes africains, s'intéresser aux personnes qui sont sur place (acteurs de la solidarité internationale, journalistes locaux, association et ONG locales) constituent des sources, voire des mines d'informations. Surtout ne pas se contenter de la version officielle et enfin donner de l'information qui touche à la vie d'autres humains va au-delà du simple reportage ou de la recherche du sensationnel qui satisfait son propre égo, c'est de l'information vitale et humanitaire. Cela peut permettre de sauver des vies. »

Le journalisme d'impact

- La solidarité internationale offre un formidable vivier d'initiatives à relayer. De plus en plus de lecteurs souhaitent trouver un journalisme qui met en valeur des citoyens acteurs. Les suppléments ou les rubriques

consacrés aux solutions positives et innovantes remportent une certaine adhésion. Porter un regard constructif sur le monde, c'est aussi susciter l'intérêt de son lecteur, voire lui donner envie d'agir.

Le Courrier, un quotidien régional suisse, a créé une rubrique « Solidarité internationale ». Un succès.



« C'est aussi un pari sur les lecteurs. Quand la rubrique Solidarité Internationale est née il y a 20 ans, ce n'était pas du tout sûr que les gens aiment. C'est normal : on s'intéresse plus facilement à ce qui se passe en bas de chez soi que dans un pays très lointain dont on ne comprend pas très bien comment il fonctionne. Nous avons offert une certaine lecture du monde en espérant que l'on nous suive. Aujourd'hui, on constate que c'est l'une des rubriques les plus appréciées. C'est souvent grâce à elle que le lecteur choisit *Le Courrier* car il ne la trouvera pas ailleurs. C'est une spécificité, une marque du *Courrier*. »

www.lecourrier.ch/international/solidarite

Des pistes...

Près de chez soi

- Le portrait d'un acteur local engagé : un bénévole d'association par exemple. La diversité des acteurs de la solidarité internationale est telle qu'elle offre une grande variété de profils. > [fiche n° 3](#)
- L'action locale : la braderie organisée pour récolter des fonds peut donner lieu à une interview d'un responsable de l'association pour expliquer à quoi sont destinés ces fonds, ce qui a déjà été fait etc. Une telle action peut être l'occasion de plusieurs papiers (avant, pendant, après)
- Le portrait d'un partenaire étranger venu en visite.

Du local au global

- Aujourd'hui, beaucoup de thèmes et de problématiques se rejoignent : droits humains, citoyenneté, climat, énergie, pauvreté... Des sujets peuvent être mis en parallèle : le soutien aux producteurs locaux est considéré comme essentiel aussi bien en France qu'ailleurs si l'on veut pouvoir nourrir l'humanité. La raréfaction du foncier agricole est problématique partout.

Extrait du *Progrès*, 3 novembre 2014



Dès le matin, une conférence réunira des représentants de « Terre et humanisme » [l'association de Pierre Rabhi], « Peuples solidaires » et la confédération paysanne autour du rôle de l'agriculture familiale en Afrique et ici. « L'agriculture familiale est emblématique de cette communauté de destin du sud et du nord. Partout, l'agriculture familiale, pourtant créatrice d'emploi, de liens sociaux et de sécurité alimentaire, est menacée par une agriculture industrielle au service des intérêts financiers. Nous devons nous battre ensemble au sud et au nord, pas nous opposer », explique Birthe Pedersen.

- Lier actualité internationale et engagements locaux : le coup d'État au Burkina Faso peut être éclairé par le point de vue de l'association locale ou l'ONG régionale qui est en relation avec ce pays.

Le Dauphiné libéré, 29 juin 2015



Le festiva Lafi Bala lie l'engagement citoyen au Burkina et à Chambéry.
www.ledauphine.com/savoie/2015/06/29/l-histoire-en-marche-dans-la-caravane-citoyenne

- Le partage de compétences : lors d'une action de solidarité internationale, l'enrichissement est mutuel, les compétences se partagent, et cela peut irradier sur le territoire français concerné.



Depuis 1999, le centre hospitalier spécialisé de Savoie et l'hôpital psychiatrique de Vedeia (Roumanie) collaborent, dans le cadre de la coopération décentralisée du Département de la Savoie (animée par l'association Pays de Savoie solidaires). Formations, échanges d'expériences, etc. : « Les partenaires savoyards ont le sentiment d'avoir renforcé leurs compétences. »

La série d'été

- Parce qu'elle offre souvent plus d'espace et permet plus de latitude journalistique, la série d'été peut être l'occasion de décrire les réalités de l'ailleurs plus en finesse en les liant aux initiatives se déroulant dans la proximité.
- Ces acteurs qui œuvrent ici pour là-bas.

La Semaine de la Solidarité Internationale : une occasion à saisir

La Semaine de la Solidarité Internationale (3^e semaine de novembre) est un événement national et décentralisé de sensibilisation, de mobilisation et d'information sur l'engagement et les pratiques de la solidarité. Cette

semaine-là, les acteurs de la solidarité internationale unissent leurs efforts et leurs actions pour attirer l'attention du public sur une thématique commune (le changement climatique, etc.).

Le bon client : le jeune !

« Ce long périple d'un an nous a permis de découvrir nos attentes de la vie et de définir un peu plus le rôle que nous souhaitons jouer dans le monde, dans nos entreprises et avec notre voisinage et nos familles. Cela nous a appris à beaucoup relativiser nos problèmes de la vie de tous les jours. » Grégoire, 22 ans.

En 2014, 450 projets portés par des jeunes ont été appuyés par les Réseaux départementaux jeunesse et solidarité internationale [RDJSI] en Rhône-Alpes. Les porteurs de projets sont essentiellement collégiens, lycéens ou étudiants. Moyenne d'âge : 23 ans. Souvent le projet se concrétise par un voyage, qui constitue une expérience marquante, et parfois décisive pour l'avenir personnel du jeune voyageur. Le RJSI de Savoie a réalisé une étude d'impact, qui souligne combien ces projets de solidarité internationale sont une « école de l'engagement pour les citoyens de demain ».

FICHE 3

FICHE OUTIL
POUR LES
JOURNALISTES



LES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN RHÔNE-ALPES

Un engagement historique

Historiquement, les Rhônalpins ont toujours été particulièrement sensibles aux questions liées à la solidarité internationale. La région Rhône-Alpes a notamment été la terre de naissance de grandes organisations telle que Handicap International, créée en 1982 à Lyon.

En avril 2015, les 2 038 structures recensées par la base de données de RESACOOOP se déclinent en une large variété d'acteurs :

- 309 collectivités : collectivités de grande taille (la région, la métropole, les grandes villes du territoire), petites communes et comités de jumelages.

- 1 165 associations : des grandes ONG aux petites structures. En Rhône-Alpes, la majorité des associations de solidarité internationale sont des petites structures qui n'ont pas de salariés et qui fonctionnent sur le bénévolat des personnes impliquées (jeunes, retraités, personnes actives, etc.).

- 564 autres organisations : établissements hospitaliers, entreprises... Les établissements scolaires sont également représentés dès le premier degré jusqu'aux universités et aux instituts spécialisés.

Des acteurs très divers et de plus en plus nombreux en Rhône-Alpes

Depuis 2004, le nombre d'acteurs recensés a considérablement augmenté (1 100 organisations répertoriées contre presque le double aujourd'hui). Cette augmentation témoigne de l'intérêt grandissant des structures non-professionnelles et non-spécialistes de la solidarité internationale, comme les établissements scolaires ou les associations d'éducation populaire, par exemple.

La diversité des acteurs montre que les actions de coopération et la solidarité internationale ne se résument pas à

l'expression d'une générosité à l'égard de pays « en développement » et ne se limitent pas à la relation avec les partenaires de ces pays. Il s'agit plutôt d'un outil d'animation du territoire, permettant la rencontre et l'échange autour de problématiques liées à la promotion d'une citoyenneté mondiale et de l'interculturalité. En d'autres termes, l'objectif est d'instaurer une relation réciproque et d'échange qui a des effets ici et là-bas.

Le baromètre de la coopération et de la solidarité internationale en Rhône-Alpes

Chaque année, depuis 2004, RESACOOOP publie un panorama général de l'état de la coopération régionale. Il recense entre autre combien de structures rhonalpines œuvrent pour la coopération internationale et combien d'actions sont menées.

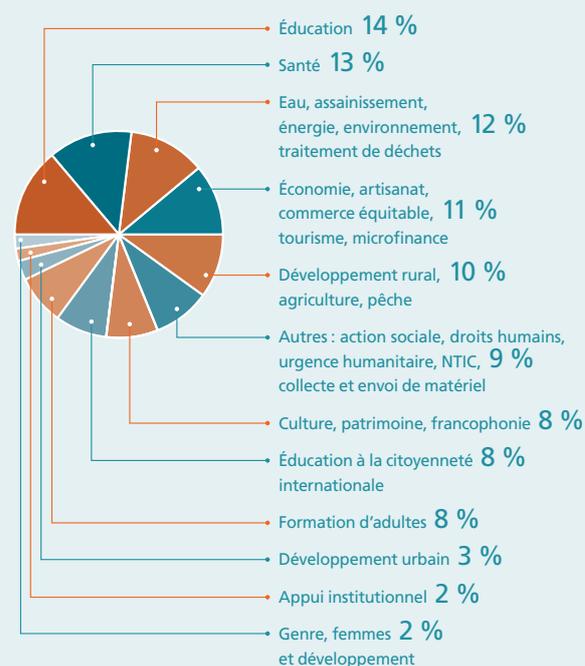
Tous les baromètres sont archivés et disponibles en ligne.

www.resacooop.org/barometres-de-la-cooperation-et-de-la-solidarite

Le graphique ci-contre témoigne de la diversité des domaines de coopération. Au-delà des domaines d'intervention classiques, de nouveaux champs apparaissent depuis 2012 : appui institutionnel, développement urbain, projets intégrant les questions d'égalité entre les femmes et les hommes. La valorisation des compétences des populations locales et l'importance des échanges interculturels sont de plus en plus reconnues comme des caractéristiques indispensables à la conduite d'un projet.

La jeunesse aux premiers rangs

27 % des 273 projets rhônalpins d'éducation à la citoyenneté sont portés par des établissements scolaires.



Un centre de ressources : RESACOOOP

Le Réseau Rhône-Alpes d'appui à la coopération (RESACOOOP) est un groupement d'intérêt public (GIP). Fondé en 1994, il a pour mission d'informer, d'accompagner et de conseiller les acteurs régionaux de la solidarité internationale. Ce rôle fédérateur en fait un précieux centre de ressources et d'informations pour

la presse. Par le biais de sa base de données (voir ci-dessous), l'équipe de RESACOOOP œuvre pour la mise en réseau des acteurs de la solidarité internationale et peut faire bénéficier de son expertise à la presse. N'hésitez pas à vous tourner vers eux lorsque vous avez besoin d'un éclairage ou d'un contact.

Guide d'utilisation de la base de données de RESACOOOP

La base de données RESACOOOP répertorie les actions de coopération internationale menées par les organisations de la région Rhône-Alpes. Grâce à un système de filtres, la recherche est possible par :

- Domaines de coopération (thématiques)
- Type d'organisation (collectivités, associations, etc.)
- Zone géographique
- Pays

- Département (en région Rhône-Alpes)
- Nom de l'organisation

Il est possible d'effectuer une recherche libre sur le nom du projet ou le sigle de l'organisation par exemple.

La base de données est accessible par le menu « boîte à outils » sur le site resacoop.org

www.resacoop.org/rechercher-actions-de-cooperation

Des personnes ressources

Les acteurs de la solidarité internationale (bénévoles des associations, des ONG), ayant acquis une expérience, voire une expertise dans leur domaine, sont des personnes ressources précieuses. À consulter pour décrypter une actualité, avoir un éclairage sur un pays ou un domaine précis (la gestion de l'eau, la mise en place de toilettes sèches, etc.). Vous pouvez les contacter directement ou vous adresser à RESACOOOP, qui peut vous mettre en relation avec des experts qualifiés.



Bon plan : inscrivez-vous au fichier presse de RESACOOOP ! Pour recevoir régulièrement des informations ciblées, contactez RESACOOOP à l'adresse suivante : mail@resacoop.org

VADE-MECUM POUR UNE MEILLEURE INFORMATION SUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET LES PAYS DU « SUD »

Ce document présente des recommandations pour améliorer l'information sur la solidarité internationale et les pays du « Sud ». Elaboré au cours du projet européen DevReporter Network, le Vade-mecum est le fruit d'un long travail de discussion entre journalistes et acteurs de la solidarité internationale de Catalogne, Piémont et Rhône-Alpes. Créant des passerelles entre ces deux professions, ce document représente une base de départ pour le réseau Devreporter Network.

1. Favoriser le journalisme « d'initiatives » et « de solutions »

Aller au-delà de la description des problèmes. Mettre en avant les initiatives et leurs résultats encourageants.

Mettre en valeur dans les organisations et dans les médias les « bonnes pratiques » et les actions et propositions de la société civile, et accepter le regard critique du journaliste pour faire avancer la réflexion. Mettre en évidence les résultats (positifs ou négatifs) des actions de coopération.

2. Différencier l'information journalistique de la communication

Les structures de solidarité internationale doivent offrir des informations au-delà de la communication liée à leurs seules activités. Renforcer la formation en communication dans les structures de solidarité internationale. Leur permettre de fournir l'information utile aux journalistes au-delà de l'information utilisée pour diffuser une campagne de communication.

3. Traiter tous les pays et les communautés avec dignité, en évitant le sensationnalisme et la victimisation

Accorder de l'importance au vocabulaire utilisé sur tous les types de formats (écrit, audiovisuel...). Éviter le langage stéréotypé, discriminatoire ainsi que les concepts à connotation négative (par exemple: l'« aide » n'est pas la « coopération », des termes tels que « sous-développés » et « tiers monde » ne sont pas pertinents car inadaptés et obsolètes).

Demander, si possible, le consentement des personnes avant de publier leur image et tout document les concernant dans le respect de la législation et de l'éthique humaine. Ne pas diffuser de photographies portant atteinte à la dignité humaine.

Présenter les peuples et les communautés comme des sujets actifs, et non pas seulement comme des victimes. Porter une attention particulière à l'image des femmes, en évitant de les présenter exclusivement dans le rôle classique de personnes chargées des soins familiaux. Les présenter également comme sujets de la vie politique, économique, sociale et culturelle. Faire attention aux images et aux témoignages d'enfants et éviter une utilisation sensationnaliste. La dignité de l'enfance et leurs droits doivent toujours primer sur toute autre considération.

4. Améliorer la visibilité des acteurs des pays du Sud impliqués ou non dans les actions de coopération internationale et les inclure dans la production de l'information

Prendre en compte les diverses sources, expertises et compétences sur le terrain qui connaissent mieux la réalité et donner la parole aux populations. Ne pas se limiter seulement aux organisations de solidarité internationale mais donner la parole aux collectivités locales, experts locaux, etc.

Développer des partenariats Sud/Nord pour enrichir, diversifier, produire et diffuser l'information.

Donner la parole aux personnes pour qu'elles puissent présenter leurs propres témoignages. Inclure l'avis des enfants dans les informations qui les concernent.

Travailler avec les journalistes et les médias d'information des pays « du Sud »

5. Ne pas se limiter au rôle prédominant des structures de solidarité internationale du Nord dans la production de l'information

Il est nécessaire d'aborder la coopération sous différents angles (économie, politique, culturel...) pour en faciliter la compréhension.

Aborder des sujets de fond qui ne se concentrent pas uniquement sur les projets des organisations de solidarité internationale. Se donner les outils nécessaires pour mettre en perspective les actions de solidarité internationale.

6. Favoriser la compréhension des faits et de leur complexité en expliquant leur contexte et leurs causes

Utiliser, autant que possible, les formats longs qui permettent d'aborder le contexte sur les événements et sur les lieux où se déroulent les projets

Apporter des données détaillées (sexe, âge...), spécialement sur les thèmes qui ont un impact différencié sur les hommes, les femmes et les enfants.

7. Favoriser le traitement de la réalité internationale par les médias locaux pour favoriser l'interconnaissance entre les différentes populations

Connaître les problématiques et intérêts locaux et fournir des propositions adaptées au journalisme de proximité.

Donner de l'espace aux pratiques locales des pays concernés qui peuvent être une source d'inspiration au niveau international.

8. Prendre du recul et aborder les faits dans leur dimension globale pour favoriser la compréhension des interdépendances existantes et à venir

Mettre en évidence les liens entre les causes et les effets dans les pays concernés.

Susciter l'intérêt et la curiosité du public en précisant les enjeux communs et les engagements citoyens dans leur diversité.

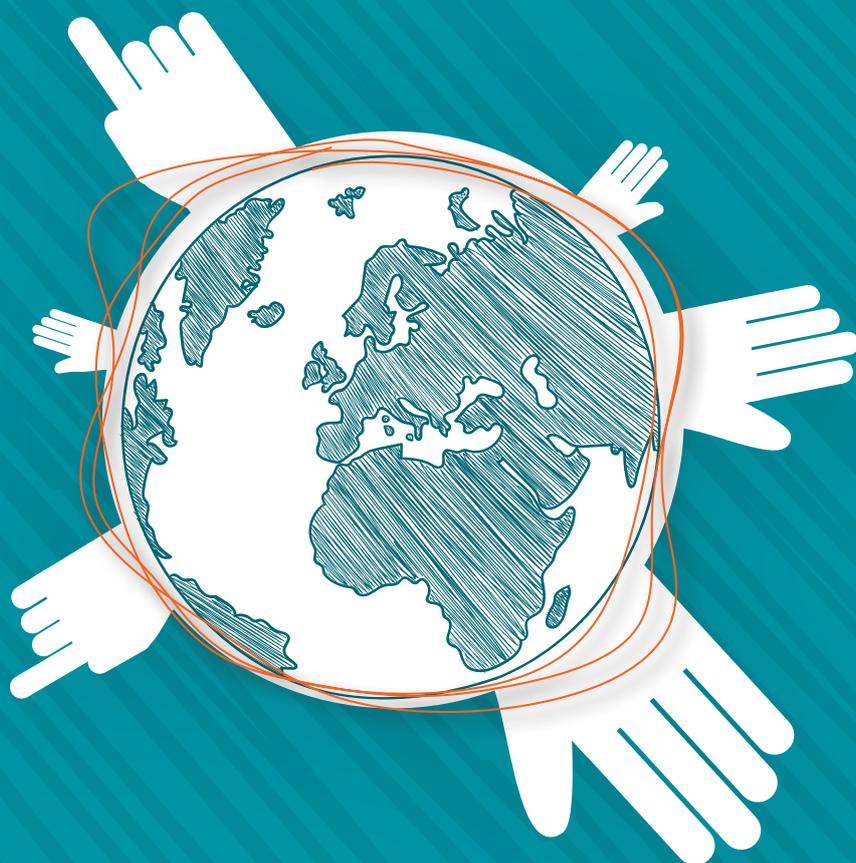
9. Parler de la coopération internationale en prenant en compte ses différents aspects et en distinguant actions de développement et d'urgence.

Vulgariser sans pour autant simplifier la problématique. Éviter le vocabulaire technique de la coopération, en recherchant la clarté.

Dépasser une présentation exclusivement technique de la coopération et ne pas négliger les dimensions politiques des actions de coopération.

10. Suivre les événements et les situations dans le temps

Fuir la dictature de l'urgence, le conflit et le désastre et les couvertures médiatiques standards. Suivre les événements dans la continuité en fournissant régulièrement des informations sur l'évolution de la situation.



RESACOOP
10, place des Archives
69288 Lyon cedex 02
Tél. +33 (0)4 72 77 87 67
mail@resacoop.org

www.resacoop.org

Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité de RESACOOP et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'avis de l'Union européenne



Projet n°DCI-NSAPVD/2012/279-805 financé par l'Union européenne